



MINUSCA

**VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE CONJOINTE
GOUVERNEMENT- MINUSCA
Bangui, le 29 avril 2020**

Ange M. Kazagui, Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement

Bonjour à tous,

Je suis heureux, et cela est partagé par le porte-parole de la MINUSCA, M. Monteiro, d'être avec vous aujourd'hui pour notre conférence de presse conjointe Gouvernement-MINUSCA. Cet exercice a pour but, ensemble devant vous, de répondre à des préoccupations qui sont celles des Centrafricains et des Centrafricaines, évidemment de la presse nationale et internationale.

Je voudrais parler essentiellement, faire un point d'actualité en Centrafrique et ailleurs, sur la pandémie à coronavirus, le Covid-19. Je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi. C'est une préoccupation mondiale. C'est une préoccupation nationale à plusieurs points de vue : bien entendu, du point de vue de la riposte sanitaire, mais aussi du point de vue de la riposte socioéconomique, du fait de ses effets. Bien entendu, vous le savez, cette pandémie qui a commencé en Chine, qui s'est répandue en Asie, en Corée, et dans d'autres pays, puis, qui est arrivée en Europe, et à présent, en Afrique. Mais en fait, c'est le tour du monde entier. Nous voyons qu'elle crée aujourd'hui aux Etats-Unis une situation très difficile.

Cette pandémie n'épargne personne. Que vous soyez riche ou pauvre, que vous soyez une personnalité ou quelqu'un de méconnu, et contrairement à ce que l'on a pensé, quel que soit votre âge, on voit qu'aujourd'hui, plus de jeunes, des enfants et des adolescents meurent de cela. Chacun le sait, il n'y a pas de médicaments, il n'y a pas encore des vaccins. Il y a simplement des médications qui permettent d'éviter que la maladie ne se développe jusqu'à la phase qui tue, et pour atténuer les effets pulmonaires. C'est une maladie qui est réelle, c'est une maladie qui tue, c'est une maladie qui donne des souffrances atroces. Donc, chaque gouvernement a le devoir, l'obligation de faire tout son possible, en fonction de son contexte et de ses capacités pour protéger ses populations, et éventuellement les soigner.

La situation en République centrafricaine est la suivante. A ce jour, 2139 personnes ont été testées, les personnes testées le sont sur la base de ce qu'elles ont été, ou elles sont soupçonnées d'avoir été exposées, c'est-à-dire si elles arrivent des pays étrangers où la maladie existe. Des personnes contacts, des personnes qui sont positives et aussi des personnes que l'on pourrait soupçonner d'avoir été exposées aux personnes qui ont été positives. 50 cas à ce jour ont été positifs. Sur ces 50 cas, 37 sont des cas importés, 16 sont des cas locaux. 10 personnes ont été guéris, et il y a zéro décès.

Je veux que chacun note qu'aujourd'hui, le gouvernement a commencé à massifier le dépistage. Il faut que vous notiez que plus il y a de dépistages, il aura des cas. Si nous avons pu commencer maintenant seulement le dépistage, c'est parce que nous avons pu bénéficier d'assistance des pays ou d'organisations amies. Nous avons pu utiliser le don chinois, dont certains, on ne sait d'ailleurs pas pourquoi, voulaient que cela ne soit pas utilisé sur la base de légendes urbaines ou de fables venant des opinions que cela était pour empoisonner les Centrafricains, où je ne sais quoi. Mais, c'est bien parce que nous avons commencé à utiliser ces réactifs que nous commençons à massifier le dépistage. Compte tenu des derniers événements ou plutôt des dernières envolées de la maladie, mais un peu bien avant cela, nous avons décidé d'augmenter le dépistage aux frontières.

Le gouvernement a mis en place un système qui va faire en sorte que dès les entrées des frontières - il y en a plusieurs - nous commençons à faire ces dépistages, pas seulement aux frontières, mais tout le long de la piste. Quand vous regardez le nombre de tests de dépistage qui ont été faits à ce jour. D'ailleurs, nous attendons en ce moment où je vous parle, les résultats de 500 tests que nous avons fait, il y a quelques jours. Nous ne sommes plus dans les moments de l'illusion, nous nous sommes versés dans une illusion et un confort d'avoir très peu de cas. Nous étions dans cette illusion parce que tout simplement, nous n'avions pas suffisamment dépisté. Une des solutions aujourd'hui, c'est le dépistage systématique et de masse. Pour cela, il faut des moyens et des capacités. Nous commençons à en avoir, seulement maintenant.

Et donc, je vous donne un exemple, si nous dépistons, sur 500 cas, je ne veux pas être un oiseau de mauvais augure mais, peut-être qu'il y aura 50 cas déjà, peut-être pas, si Dieu nous en garde. Et, il faut qu'on soit clair que c'est en dépistant qu'il y aura des cas. Il y a des pays où il y a beaucoup de cas parce qu'ils avaient une large capacité de dépister dès le début. Maintenant, ce que le gouvernement fait, maintenant, comme il en a la capacité, pas seulement pour dépister, mais aussi, pour pouvoir mettre plus de personnes aux frontières, de l'administration de la santé, même de l'administration tout court. De la sécurité, tout le long des frontières. Cela demande des ressources que nous n'avions pas forcément. Progressivement, nous commençons à recevoir des moyens, eh bien, nous allons accélérer le dépistage.

Jusqu'ici, les tests qui sont faits, relatifs à la population de Bangui, sont quasiment négatifs, à part quelques cas. Les cas positifs sont souvent des cas importés, plus précisément encore, des cas de chauffeurs routiers, ceux qui conduisent des camions et autres. Je dois avoir la franchise de vous dire que, bien souvent, dans ce que nous avons vu récemment, beaucoup de ces chauffeurs-là ont une attitude réfractaire, c'est-à-dire, ils ne veulent pas se faire tester. Des actions étaient menées par le gouvernement, par le ministre de la Santé et l'OMS pour aller rencontrer le groupement des transporteurs pour leur expliquer le bien-fondé du dépistage, et nous pensons que cela a été compris à présent.

Le gouvernement est en train de renforcer ses capacités d'isolement. Puisque nous allons tester beaucoup, les cas vont augmenter, et il faut pour ces gens-là que nous ayons la capacité d'isolement qu'il faut, sinon cela ne nous servira à rien. Si c'est juste pour tester, identifier des cas et les laisser dans la nature, nous savons tous que la situation de l'Hôpital de l'Amitié ne sera pas suffisante. Avec les partenaires, nous sommes en train de voir comment nous allons mettre en place des capacités d'isolement dans des lieux qui soient

importants, et qui soient sécurisés. Nous allons renforcer notre surveillance sur le transport routier, renforcer notre surveillance au niveau des barrières et mettre des brigades aux points d'entrée. Et, le gouvernement va même renforcer les mesures judiciaires. Parce qu'en réalité aujourd'hui, vous avez des gens qui sont réfractaires aux mesures, et qui sont donc des criminels en puissance. Nous allons renforcer les dispositifs judiciaires tout en respectant les libertés fondamentales des individus. Dans les jours qui viennent, une mission ministérielle se rendra aux frontières du Cameroun et du Tchad pour nous assurer que les dispositifs dont je vous ai parlé, et que nous sommes en train de mettre en place est efficace pour gérer les marchandises et les personnes qui accompagnent les marchandises, c'est-à-dire les conducteurs et autres.

Voilà les quelques informations que j'ai voulu vous donner dans mon introduction liminaire, je me limite à cela pour question de temps, mais, j'imagine bien que vous me poserez des questions sur d'autres aspects. Je voudrais vous laisser la parole, Monsieur le porte-parole Monteiro pour faire votre introduction.

Vladimir Monteiro, Porte-parole de la MINUSCA

Merci Monsieur le Ministre et porte-parole du gouvernement.

Cette semaine, le ministre centrafricain de la Santé a annoncé de nouveaux cas de personnes atteintes du coronavirus (COVID-19), ce qui a provoqué une hausse importante du nombre total de malades du COVID-19. C'est un signe supplémentaire de la propagation de la maladie dans le pays, à l'image du reste du monde. La situation demeure critique et expose la fragilité de nos sociétés, comme le rappelle le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres dans un message récent.

Plus que jamais, la prudence et les mesures préventives édictées depuis le mois de mars par le gouvernement centrafricain pour freiner la propagation de la maladie doivent être observées de manière stricte, aussi bien par les Centrafricains que par les hôtes étrangers qui vivent en Centrafrique. La MINUSCA et l'équipe pays des Nations Unies en RCA réaffirment leur soutien aux autorités dans la sensibilisation de la population sur le COVID-19, avec un accent particulier sur l'impérieuse nécessité de respecter les mesures barrières et de combattre la stigmatisation.

La MINUSCA et l'équipe pays saluent également les efforts constants des autorités nationales, appuyés par d'autres partenaires, dans la mise en œuvre du plan national de réponse contre la pandémie, notamment l'intensification des tests de dépistage. Elle salue également le décret présidentiel sur la libération d'un certain nombre de détenus pour prévenir la propagation du COVID-19 au sein des centres pénitentiaires, ces derniers étant des sites de haut risque de propagation de la pandémie.

Dans le cadre de la réponse médicale et comme annoncé antérieurement, la MINUSCA va soutenir le Ministère de la Santé dans l'équipement d'un site devant être transformé en centre d'isolement à Bangui. A Bria, les travaux ont déjà débuté pour la construction d'un centre d'isolement dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse au COVID-19 dans la Haute-Kotto, avec l'appui de la Mission à hauteur de 12 millions de FCFA.

Il s'agit là de quelques exemples de la contribution de la MINUSCA qui mobilise à la fois son leadership, la Force, la Police, les sections civiles et les bureaux de terrain, le personnel

national et international. Elle va se poursuivre à travers la mobilisation de ses fonds programmatiques pour les sensibilisations et les formations, la mise en œuvre de quelques 36 projets à impact rapide pour contribuer à l’approvisionnement en eau potable avec la construction de forages, la formation de milliers de points focaux, l’installation de dispositifs de lavage des mains dans communautés et lieux public ainsi que l’achat d’équipements et de produits d’hygiène auprès d’entrepreneurs locaux, afin de soutenir le secteur économique national.

Par ailleurs, la composante Police de la MINUSCA travaille avec les forces de sécurité intérieure dans le cadre d’enquêtes sur la hausse des violences basées sur le genre dans le contexte du COVID-19. Les données enregistrées font état d’une hausse d’environ 24% des violences basées sur le genre, en particulier les violences conjugales et les viols. Entre février et avril, les cas de coups et blessures volontaires ont augmenté de 45% et les cas de viols sont en progression de 2%, affectant surtout les filles mineures.

Malgré les restrictions relatives à la prévention de la propagation du COVID-19, la MINUSCA continue cependant à exécuter son mandat, conformément à la résolution 2499 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Au cours de la semaine, le Représentant spécial et les Représentantes spéciales adjointes du Secrétaire Général des Nations Unies en RCA ont rencontré les principales autorités et d’autres acteurs centrafricains, dans le cadre des consultations régulières avec la Mission ou en coordination avec les garants de l’Accord de paix et les membres du G5. Ces échanges ont porté sur les derniers développements dans le pays, entre autres thèmes, et ont permis au leadership de la MINUSCA de souligner l’importance du dialogue, de réitérer son appel au respect de l’Accord de paix en RCA et du cessez-le-feu global du Secrétaire général tout en rappelant l’engagement de la Mission à protéger les institutions élues démocratiquement.

Sur le plan sécuritaire, les patrouilles de la Force et de la Police, y compris avec les Forces de sécurité intérieure se sont poursuivies notamment dans les villes de Ndélé et Birao ainsi qu’au nord-ouest de la RCA où la nouvelle opération dénommée “Kiri na autorité” se poursuit afin de prévenir et répondre à toute éventuelle menace contre la population civile dans les zones de Bouca, Batangafo et Kouki.

Questions de la presse

Radio Ndeke Luka (Claire Assombé)

- 1- Monsieur le porte-parole du gouvernement qu’est-ce que le gouvernement reproche à l’ancien président Francois Bozizé ? Lors d’un entretien à Radio Ndeke Luka, il parle d’une accusation non fondée.
- 2- Alors que le nombre de contaminations au COVID-19 augmente, le plan national de riposte peine à être rendu public. Comment expliquer ce retard ?
- 3- On signale déjà la présence des hommes en arme dans la Lobaye, est-ce que le gouvernement a des explications à nous donner par rapport à ce sujet ?

ACAP (Basile Lebene)

- 4- Le gouvernement, dans le cadre de riposte à cette pandémie, a reçu des aides des partenaires et des hommes politiques. Comment le gouvernement entend mettre en pratique ces aides au profit de la population ?

Bangui FM (Christian Singa)

- 5- La RCA a enregistré plus de 50 cas de COVID-19 alors que le centre d'isolement de l'hôpital de l'Amitié dispose moins de 20 lits ? On se demande où sont isolés les autres malades de COVID-19 ?

Le Citoyen (Odilon Koulaka)

- 6- L'ancien président François Bozize souhaite un consensus autour de la question de la révision de la Constitution. Que dites-vous face à sa réaction ?
- 7- Pourquoi attendre maintenant pour réhabiliter ou construire certains bâtiments pour augmenter la capacité du centre d'isolement des malades a COVID-19 ?

Télévision Centrafricaine (Boris Ouangbanga)

- 8- Depuis l'avènement de COVID-19 en RCA les enfants de partent plus à l'école, quelle stratégie en tant gouvernement vous allez mettre en place pour qu'il n'y ait pas une baisse de niveau des enfants ?

Les Collines de l'Oubangui (Faustin Bambou)

- 9- Monsieur le ministre j'ai lu sur internet qu'il y'a un car qui vient de Nana Mambéré, rentré à Bangui, sans qu'il y'ait un moindre contrôle sanitaire d'identification des cas suspects de COVID-19. Est-ce que vous êtes informés et qu'est ce qui a été fait ?
- 10-Monsieur le ministre par rapport au COVID-19, tous les gouvernements des autres pays prennent des mesures pour compenser ce qui est créé par le coronavirus. En Centrafrique par exemple, les prix des taxis passent de 150 FCFA à 250 FCFA. Au niveau du gouvernement qu'est ce qui est fait pour une compensation dans ce sens ?
- 11-Dans une interview accordée au sultan maire de la ville de Ndélé ce jour par mon journal, il déclare que le jeu de la prolongation de la communauté internationale ne profite pas au centrafricain. Ce jeu tue les centrafricains, les appauvrit et que la communauté internationale avec la MINUSCA a les moyens pour faire arrêter tous les désordres en Centrafrique. Monsieur Vladimir Monteiro, quel est votre commentaire par rapport à cette affirmation du sultan maire ?

Ange Maxime Kazagui, porte-parole du gouvernement

Des questions sur le Covid-19, où la courbe s'accroît, je l'ai déjà dit sur quelques radios, il y a quelques jours, le gouvernement s'est réuni avec tous ses partenaires pour travailler sur le plan de riposte, pour échanger sur le plan national de lutte contre le Covid-19. C'est bien qu'on veut que tout aille vite, vite et très vite, mais pour aller vite, vite et très vite, même s'il y a de l'urgence, il faut prendre le temps de réfléchir à toutes les questions. Plusieurs approches se sont confrontées, certaines approches pendant les discussions à l'intérieur du gouvernement ou au début avec certains partenaires, l'idée était que l'on ne traite que de l'urgence, c'est-à-dire de l'urgence sanitaire. Mais aujourd'hui, vous-mêmes, vous posez des questions non pas seulement sur la réponse sanitaire, mais sur la réponse socioéconomique, quand vous me posez des questions sur les mesures qui vont être prises par rapport au texte.

Le gouvernement a souhaité avoir un plan plus ambitieux et qui couvre toutes les réponses, des réponses sanitaires mais aussi des réponses socioéconomiques. Mais pour cela, il faut prendre le temps d'y réfléchir. Quelles sont les entités, les personnes ou les groupes qui souffrent des décisions qui sont prises, économiquement parlant ? Quel type de compensation ? En avons-nous les moyens ? Quelles sont les propositions ? Que font certains partenaires ? Pour faire cela, il faut un peu de temps, malheureusement. Ainsi, hier, les ministres ont échangé sur la question avec les partenaires, qui ont souhaité avoir quelques jours encore pour eux-mêmes, comme nous, ils sont conscients qu'il faut prendre le temps d'y réfléchir pour apporter des vraies réponses durables parce que ça ne va pas s'arrêter en deux jours. Un plan est proposé, il doit être affiné dans tous ses différents aspects.

Comment sont gérées les aides qui sont données ? Très honnêtement, dans une période comme celle-là, le gouvernement ou des individus ou bien des membres du gouvernement pourraient-ils se positionner pour détourner l'argent qui vient des partenaires, d'hommes d'affaires ou de participants ? Il faut que vous notiez, que quand nos partenaires, OMS, Banque Mondiale, UNICEF, quand ces partenaires donnent de l'argent, des équipements parfois, pour accompagner le gouvernement, vous pensez qu'ils ne cherchent pas la redevabilité, c'est-à-dire qu'on leur rende compte sur leur argent ? Sur un seul franc sur des centaines de millions et de milliards ? Mais, bien sûr que si, parce que c'est leur rôle et leur devoir qui leur sont prescrits par soit les gouvernements ou les entités qui les nomment ici. Nous accompagnons le gouvernement, mais nous voulons de la reddition de compte. Et, c'est avec nous qu'ils regardent, qu'ils surveillent, qu'ils voient ce que nous faisons. Je vois mal comment ils pourraient être complices d'éventuels détournements qui sortent de l'esprit des uns et des autres souvent des journalistes. Excusez-moi, vous faites votre travail, vous avez raison, mais je dis qu'il n'y a à aucun moment eu cela.

Le ministre de la Santé qui a la charge de mettre en place des structures qu'il faut avec les partenaires, avec les ministères concernés pour l'utilisation de ces moyens mis à disposition en fonction des décisions qui sont prises. Vous me diriez « Oui, mais on n'a pas encore finalisé le plan pour pouvoir décider », mais il y a l'urgence dans l'urgence. Dans le plan qui est mis en place, nous avons sérié les choses en actions d'urgence, et actions de moyen et long terme. Il y a des actions d'urgence et même dans celles-là, hier certains d'entre nous ont dit qu'il y a urgence dans l'urgence, c'est-à-dire par exemple, qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui, par rapport à ces entrées, on en parlera tout à l'heure, frauduleuses aux frontières. Qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui, pour rapidement répondre à la nécessité d'avoir des lits supplémentaires, ça c'est l'urgence. Mais tout cela ne se décide pas par le ministre de la Santé seul. Il y a un comité qui est mis en place pour pouvoir travailler.

Je vous annonce qu'il est en train d'être mis en place un fonds national sur la question du Covid-19, et ça, c'est sur financement du gouvernement, sur les efforts directs, sur le budget de l'Etat. Un fond avec procédures simplifiées sous la gestion directe du ministre de la Santé, qui rend compte aux gens qui sont dans ce comité pour pouvoir mettre ces moyens à la disposition de la population centrafricaine. Les moyens c'est quoi ? Déjà de pouvoir utiliser les réactifs de la bonne manière, de mettre à disposition du personnel de santé ce qu'il faut pour qu'il soit protégé, de faire en sorte qu'il y ait des dépistages massifs et puis qu'il y ait aussi de l'information. Une chose qu'on doit dire absolument, nous, en Centrafrique, comme certains pays, nous avons fait un choix, il n'y a pas un confinement total des populations.

Ce choix, c'est étrange, semble-t-il nous est reproché par certains. Mais, on ne peut pas dire une chose et son contraire. On ne peut pas nous demander de confiner toute la population comme l'ont fait certains pays, mais je vous demande de bien écouter. Beaucoup de pays africains ont décidé hâtivement de confiner la population et ils sont en train de revenir là-dessus. Ce sont des pays frères, je ne vais pas les nommer, mais vous écoutez tous la radio, ce matin, hier, avant-hier.

Mais nous, nous n'avons pas fait le choix de confiner, faire ce va et vient. Pourquoi ? Parce que nos populations sont pauvres, parce que nos populations vivent au jour le jour. C'est en sortant le matin, en allant faire le pousse-pousse, en allant faire ceci ou cela pour avoir minimum 1000 francs, 1500 francs, 1 dollar, 1 euro. Si nous les confinons complètement, chacun à la maison, nous risquons d'avoir avec nous en plus de cela, une crise économique et sociale encore plus grave. Nous ne pouvons pas confiner totalement.

La question de l'école, nous avons mis du temps à décider d'arrêter l'école. Pourquoi ? Pas parce qu'on voulait exposer nos enfants, parce que les études ont montré que dans nos pays, en Afrique en particulier, où nous n'avons pas les mêmes comportements socioculturels, quand vous laissez les enfants à la maison, qu'est-ce qu'ils font ? Les enfants, ils sont dehors, s'il n'y a pas la surveillance des parents, ils vont faire le pousse-pousse dont on a parlé. Les enfants, ils vont chez les voisins, ils vont chez un autre, ils vont sur le stade de football du quartier, ils jouent, et ils sont donc plus exposés. Il faut prendre les décisions avec une certaine réflexion, mais en tout cas, c'est ce que nous faisons. Et quand nous voyons la réaction de certains pays qui ont hâtivement confiné et aujourd'hui reviennent dessus, nous voyons que nous avons raison de ne pas le faire ainsi.

Bien sûr, il faut apporter des aides, mais je m'inscris en faux quand on dit que tous les pays où la plupart des pays, ont pris des mesures pour accompagner, etc. Très peu de pays l'ont fait réellement et complètement. Certains qui ont un meilleur contexte que nous, des meilleurs revenus que nous ont commencé quelques jours à mener des actions, mais en réalité nous tous, si vous devez le savoir, la plupart des pays africains en général sont aujourd'hui, d'ailleurs ils se sont concertés. Nos ministres des finances et nos ministres de l'économie, à Brazzaville, il y a à peine deux semaines, je crois, sont allés se concerter pour voir, les propositions qui sont faites par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale, par la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, par la Banque Mondiale et par les partenaires, pour aider d'une part, les gouvernements, à mettre à leur disposition des fonds pour de l'action d'accompagnement.

La Banque Centrale a décidé de renflouer fortement et financièrement les banques dans notre région, pourquoi ? Parce que beaucoup vont être en difficulté, puisque nous ne pouvons pas être payés, remboursés par les entreprises, pour que les banques continuent de prêter aux particuliers. Ça a été clairement dit comme ça, aux entreprises, et ouvrir un nouveau guichet pour les PME, pour qu'ils puissent travailler. La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale a fait de même, ainsi que les partenaires. Entre le moment où cela est dit et entre le moment où cela est décaissé, il y a un temps. C'est pourquoi dans un premier temps, il a été décidé que les premières aides soient faites sur l'utilisation de la dette sur base de moratoire, puisque ce sont des fonds qui arrivent, qui sont censés, maintenant au moment où on parle, c'est le moment où chacun des pays est censé

rembourser. Alors plutôt que de le faire, utiliser cela pour faire, en partie ce plan dont je vous ai parlé.

Tout cela nécessite du temps pour se mettre en place. Vous n'oubliez pas que nous sommes un pays fragile, pauvre et nous sommes venus d'une longue crise. Cette crise à laquelle où nous aimons toujours réalimenter, ça me permettra de répondre à une question que vous avez évoqué tout à l'heure. Nous les Centrafricains, c'est comme si notre logiciel nous dit que nous ne pouvons pas bien vivre si nous ne sommes pas dans une crise politique, une crise politico-militaire, parce qu'en réalité on a l'impression que tant nous ne sommes pas dans une crise, les Centrafricains ne se sentent pas à l'aise, et nous avons nous-mêmes créé cette situation de fragilité. Je veux vous dire en même temps, que les pays les plus puissants financièrement au monde, la Chine est le pays le plus financièrement puissant au monde, les Etats Unis à sa suite, les deux sont les pays les plus commercialement puissants, l'Allemagne est la 3eme puissance économique et commerciale au monde. Ces pays-là ont été dépassés par cette pandémie. Même quand ils ont des plateaux techniques, ils ont des médicaux si organisés et si denses, ils ont été dépassés par cela. Et vous voulez que nous, petit pays, en crise, fragile, nous allons tout de suite, nous commençons à mettre en place des dispositifs, ce n'est pas sérieux. Ce sont des questions polémiques, je veux bien, mais j'y réponds de toute manière, mais je ne réponds pas pour mettre le doigt sur l'aspect polémique de vos questions, je réponds pare qu'il faut bien répondre aux Centrafricains.

Pourquoi c'est seulement maintenant que nous commençons à construire des endroits pour l'isolement ? Parce qu'il faut qu'on voie d'abord l'évolution de la pandémie, deuxièmement, il fallait qu'on ait les moyens que nous n'avons pas. Si vous aviez des illusions, qu'elles tombent aujourd'hui. Il faut bien qu'on trouve ces moyens quelque part. Je rappelle que chez nous tout est urgent. Si le peu qu'on a, on le met, totalement rien que dedans, les salaires qui sont passés il y a trois jours, ne passaient pas. Qu'est-ce que vous allez dire ? Incapacité du gouvernement. Le gouvernement est incapable de payer les salaires. Mais nous, nous sommes un gouvernement responsable et nous avons la charge de penser à tout régler en même temps. Alors ce qu'on peut prendre, on le met ici, pour avoir quelques réactifs en attendant que ceux qui viennent des partenaires le soient, nous mettons des bâtiments à disposition, nous commençons de la communication, en attendant que les partenaires viennent nous aider.

Ça explique aussi, en toute humilité, pourquoi nous avons des retards de réaction dans certaines choses qui ont causé quelques troubles. C'est pourquoi nous n'avons pas eu la capacité de réagir tout de suite et d'avoir la masse d'agents de l'Etat qui soient aux frontières pour empêcher que certains cas puissent rentrer. C'est pourquoi, dans plusieurs cas, l'administration n'a pas été présente là où il faut, peut-être bloquer un cas, pour que celui-ci ne puisse pas rentrer. Cela en toute humilité oui, cela fait partie, je crois des faiblesses institutionnelles, mais que nous rattrapons, que nous devons rattraper maintenant et c'est ce que je l'ai dit tout à l'heure nous avons décidé d'intensifier d'ici et là aux frontières.

Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA

Merci beaucoup monsieur le ministre et porte-parole. Des questions qui m'interpellent sur la réhabilitation de ces centres d'isolement, ainsi que cette rumeur concernant un camion.

Je commencerai par ce dernier point en rappelant qu'il y a eu il y a quelque jours une charte de bonne conduite sur la couverture médiatique du Covid-19 qui a été signée par les organes de presse. Et cette charte rappelle l'importance de se rapprocher des sources qui peuvent donner la bonne information sous peine de désinformer les populations. Même s'il y a ces informations qui vous paraissent, en tant qu'organe, parce que vous avez une responsabilité, vous devez vous rapprocher des sources, les ministères de l'administration du territoire, le ministère de la communication parce que c'est votre tutelle, le ministère de la santé, pour avoir davantage de précision et faire ce travail avant de le diffuser et créer une certaine panique auprès de la population.

Deuxième point, je pense par rapport à la construction des centres d'isolement, le ministre a répondu à cela en disant qu'il n'y avait pas de moyens, mais les moyens sont en train d'être mobilisés et je pense que le plus important aujourd'hui c'est de souligner ce qui est fait par rapport au problème. Il y a une réponse qui est donnée, mettons l'accent sur cette réponse. On a parlé de l'appui des partenaires, encore une fois, je réaffirme que nous sommes aux côtés des autorités pour contribuer à ces réhabilitations ou constructions de ces centres d'isolement.

Concernant la question de Radio Ndeke Luka sur la présence d'hommes armés dans la Lobaye, nos casques bleus notamment tanzaniens qui sont à Mbaïki ont patrouillé dans la zone, il n'y a pas de combat comme c'est présenté par la presse. Il n'y a pas de guerre, ça pourrait être la présence d'éleveurs peuls, mais il n'y a pas de problèmes, nous n'avons rien constaté, nous poursuivons les patrouilles dans la zone.

Et un dernier point sur Ndélé. Vous savez le Sultan-Maire est un des partenaires avec lesquels la MINUSCA travaille sur place, nous avons de très bonnes relations et cette collaboration entre les parties a permis d'éviter des crises, notamment la crise sécuritaire qui a frappé la ville ces derniers temps. Nous continuons en tant que MINUSCA, en tant que communauté internationale à apporter ce soutien pour que la Centrafrique tourne la page de la crise. Un tout petit exemple, c'est la présence de l'autorité de l'Etat : il y a deux ans, il n'y avait pas plus de 300 FACA dans l'arrière-pays, aujourd'hui on en est à quelque 1300. C'est grâce à l'Accord de paix, c'est grâce au travail gouvernement, communauté internationale, particulièrement la MINUSCA, que nous sommes en train d'avancer sur ce plan sécuritaire pour tourner la page à la crise. Merci.

Ange Maxime Kazagui, porte-parole du gouvernement

On m'a posé une question qui est la suivante « qu'est-ce que le gouvernement reproche à Monsieur Bozizé, qui parle d'accusation non fondée ». Moi je suis membre du gouvernement, je n'ai entendu en conseil des ministres ou en réunion quel qu'elle soit, parler du Président Bozizé. De quoi parle-t-on ? Donc je ne sais pas comment vous répondre à cette question. Le gouvernement n'a élevé aucun reproche officiel à l'égard de l'ancien Président François Bozizé. Je ne sais pas quoi vous dire de plus, par rapport à cela. Ce que nous disons dans notre pays ici, c'est que chacun et particulièrement les hommes politiques en général, doivent avoir une attitude républicaine dans les actes qu'ils posent, dans les comportements et dans les déclarations qu'ils font. Ça, c'est la constante du gouvernement. Chaque homme politique quel que soit son désidérata, doit se comporter en homme politique responsable. Ça, nous le dirons et nous le redirons toujours et à chaque fois que cela est nécessaire.

On parle de ce qu'il souhaite un consensus sur la question de la modification de la Constitution, je répète ce que j'ai dit il y a quelques jours. Il y a une initiative qui est une initiative parlementaire dont le bureau de l'assemblée a estimé recevable, il l'a envoyé au gouvernement, le gouvernement l'a reçue et a estimé que la question est importante et qu'il devrait, non pas répondre hâtivement, mais prendre le temps d'y réfléchir pour apporter des réponses et aussi prendre le temps de faire la consultation. Voilà la posture du gouvernement sur cette question et c'est suffisamment clair.

La question de TVCA sur les enfants à l'école, c'est une question délicate, celle de la reprise, mais le gouvernement y réfléchit, puis que ça sera certainement dans le compte rendu du conseil des ministres et je ne veux pas dévoiler le contenu du conseil des ministres. Mais ce que je peux vous dire, c'est que notre collègue le ministre de l'enseignement Primaire et Secondaire a mis sur la table du conseil des ministres une proposition de stratégie de relance des activités pédagogiques, et le moment venu, vous aurez des détails de cela, parce que je ne suis pas autorisé à parler dans les détails, tant que c'est encore un dossier de conseil de ministre, mais mon collègue le ministre chargé du secrétariat général du gouvernement y parlera. Je veux simplement vous rappeler que nous n'avons pas oublié cette question et que nous réfléchissons.

Questions de la presse

Anti-Infox-RCA (Saint-Clair Maka)

- 1- Dans quatre jours, nous allons célébrer la journée internationale de la presse, depuis 2016 les journalistes sont sans abri, sans Maison de la presse, ils vous ont contacté. Qu'en est-il de cette question ?
- 2- Ma seconde question concerne, les journalistes qui sont en première ligne de cette lutte contre Covid-19, malheureusement nous tous ici, ne sommes pas protégés, alors que nous sommes censés sensibiliser la population sur cette question. Quelle approche préconisez-vous pour nous ?

Radio Guira FM (Alexis Makori Mberdet)

- 3- J'ai une seule question concernant la situation sécuritaire à Bambouti. Il y a des négociations qui ont eu lieu avec le chef de l'UPC pour qu'il puisse faire déplacer ses éléments là-bas afin que les autorités puissent s'installer et que les FACA puissent aller là-bas. Où en sommes-nous avec cette situation ?

Ange Maxime Kazagui, porte-parole du gouvernement

La question sur la presse. Effectivement, l'UJCA est venue vers moi, le ministre de la communication, pour me faire un certain nombre de propositions d'activités pour cette journée. Ils ont suggéré de me transmettre à l'usage du chef de l'Etat un mémorandum, je l'attends encore au moment où on parle, j'attends encore ce mémorandum pour y travailler, c'est ce que je peux vous dire. Et là-dedans, il y a la question de protection des journalistes, de la pandémie, mais là aussi j'ai déjà donné des réponses à votre entité faitière. La question de la Maison de la presse aussi, j'ai déjà avant de recevoir le mémorandum, j'ai déjà donné mon accord de principe pour une solution concernant un lieu. Notez quand même au passage que la MINUSCA qui est là à côté de moi, a déjà accepté de mettre à la disposition des journalistes un financement, à condition qu'il y ait un lieu. Donc, la MINUSCA a déjà

donné son accord pour leur mettre à disposition des fonds, s'ils ont un local. On a tout fait avec l'UJCA, je demandais à ma collègue de l'urbanisme, de voir quels sont les lieux possibles qu'on pourra leur mettre à leur disposition, on a travaillé. Donc ne croyez pas qu'il y ait une fin de non-recevoir ou il y a le laxisme, une incompétence, un terme que vous aimez employer. Mais non, on travaille et on travaille tous les jours, et je vous donne l'exemple ici, si vous demandez à l'UJCA, ils reconnaîtront, ils vous diront qu'ensemble on a travaillé sur cette question, on est allé visiter les endroits, ils sont allés eux-mêmes visiter des endroits. Mais hélas, ils n'ont pas trouvé des endroits soit qui soient gratuits pour mettre à leur disposition, ou pour lequel le coût de construction, parce que la construction ce sont des endroits libres parfois, n'est pas trop élevé, et pour eux, et pour nous le gouvernement.

Et donc récemment, nous avons trouvé une solution, et donc il faut encore que je la suggère au gouvernement pendant le conseil de demain, et si le gouvernement valide cette suggestion, à laquelle nous sommes arrivés ensemble avec le président de l'UJCA, alors il y aura un local. Voilà un exemple de la manière dont nous travaillons avec les partenaires. Souvent vous fustigez le fait qu'on travaille, qu'on soit accompagné par les partenaires, voilà un exemple concret de l'apport positif du travail avec les partenaires. Avoir un local, si cette solution est validée, avoir un moyen de financer ce local pour que vous puissiez y travailler.

Plan de lutte, j'ai parlé d'un plan, j'ai montré comment nous sommes en train d'avancer sur ce plan, nous attendons les inputs des partenaires, nous avons fait une partie de priorisation, nous avons estimé que même dans ce qui est prioritaire, il y a encore des priorités des priorités, ça veut dire qu'on va faire de la programmation, dans le même temps nous évaluons ce qui est mis à disposition, parce que ce sont des blocs qui sont budgétisés, département par département, activité par activité, mais on va sérier les grandes urgences, voilà comment nous allons mettre en œuvre ce plan.

Et bien sûr, l'évaluation, je crois que vous êtes invités aux conférences de presse du ministre de la Santé, il fait régulièrement l'évaluation de ce qui a été fait. Donc, je vous renvoie vers mon collègue de la santé qui est le patron de la communication sur le Covid-19 afin qu'il vous donne les éléments sur ce qui a été fait.

Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA

Merci beaucoup, vous avez parlé du ministre de la Santé, il y a cette conférence de presse qui est prévue vendredi. Concernant Bambouti, vous savez que le leader de l'UPC était à Bangui il y a quelques jours ainsi que le chef militaire du FPRC, cela a permis de discuter de la mise en œuvre de l'Accord. Beaucoup de médias ont parlé de la mort de l'Accord, mais cet Accord il existe bel et bien, les signataires, le gouvernement, les groupes armés, les garants et les facilitateurs en ont parlé et lors de ce passage, les garants et les facilitateurs ont rappelé à ce responsable de l'UPC que le départ de Bambouti est toujours exigé et qu'il doit faire partir ses hommes et que les FACA et la MINUSCA doivent se rendre là-bas. Il y a eu une évaluation de l'axe routier qui est très, très mauvais entre Obo et Bambouti, mais nous travaillons pour que ces hommes, ces militaires centrafricains et ces soldats de la paix de la MINUSCA soient déployés sur place.

Un tout dernier point sur l'aide à la presse dans le cadre de cette charte de bonne conduite, il y a eu des activités soutenues par les partenaires des Nations Unies au ministère de la

communication. La MINUSCA va poursuivre son appui, nous sommes en train de voir comment le faire avec notamment des formations et certainement des kits d'hygiène aux organes de presse, mais aussi des moyens pour permettre la sensibilisation et la communication. C'est tout ce que je peux dire par rapport à ce point.

Ange Maxime Kazagui, porte-parole du gouvernement

Merci monsieur le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro. Ainsi se termine notre conférence de presse conjointe. Merci.